

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE FERME-NEUVE

RÈGLEMENT NUMÉRO 217

RÈGLEMENT NUMÉRO 217 CONCERNANT LES FEUX À CIEL OUVERT, LES GRANDS FEUX D'ARTIFICE ET LES PIÈCES PYROTECHNIQUES À EFFETS THÉÂTRAUX

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné par Madame Léanne Sanche lors de la séance du conseil tenue le 9 mars 2026 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Madame la conseillère Sonia Lachaine et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents que la Municipalité de Ferme-Neuve décrète ce qui suit :

CHAPITRE 1 : DISPOSITION PRÉLIMINAIRE

Article 1 – Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet d'assurer la sécurité publique, de protéger l'environnement et de prévenir les incendies en encadrant l'usage des feux à ciel ouvert, les feux d'artifice à grand déploiement et les pièces pyrotechniques à effets théâtraux sur le territoire de la Municipalité de Ferme-Neuve.

Article 2 – Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 3 – Champs d'application

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Ferme-Neuve.

Article 4 – Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, aux fins d'application du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

Autorité compétente pour l'émission de permis et dans l'application du présent règlement :

Le directeur, le directeur adjoint, le préventionniste incendie ou tout officier de la Régie de sécurité incendie et civile Hautes-Laurentides.

Feu à ciel ouvert :

Tous les feux allumés à l'extérieur, sans cheminée ou structure fermée incluant les feux de camp, les feux de nettoyage, etc.

Foyer extérieur conforme :

Structure fixe ou portative conçue pour contenir un feu, munie d'un pare-étincelle en bon état et fabriquée selon les normes de sécurité en vigueur.

Permis :

Document rempli en ligne et signé par le demandeur et l'émetteur suite à la cueillette d'information et l'inscription de celles-ci dans le portail CAUCA.

Propriétaire :

Personne qui possède un immeuble à ce titre. Ce mot comprend aussi le possesseur d'un immeuble par bail emphytéotique, un mandataire, un liquidateur, un administrateur ou une personne dûment autorisée à s'engager pour le propriétaire.

Rebuts de construction :

Tous les matériaux issus de travaux de construction, rénovation ou démolition, notamment le bois traité, plastique, gypse, asphalte, isolants, clous, peinture, etc.

CHAPITRE 2 : APPLICATION DU RÈGLEMENT**Article 5 – Autorité compétente**

Le conseil municipal autorise de façon générale l'autorité compétente à appliquer le présent règlement.

Article 6 – Pouvoirs généraux

Sans restreindre les pouvoirs conférés aux pompiers par la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ, c. S-3.4), aux fins de l'application du présent règlement, l'autorité compétente peut :

Sur présentation d'une pièce d'identité, visiter et examiner, dans l'exercice de ses fonctions, toute propriété mobilière et immobilière ainsi que l'extérieur de tout bâtiment, structure ou équipement afin de constater tout fait ou pour valider tous les renseignements nécessaires à l'application du présent règlement. Ce pouvoir comprend notamment les actions suivantes :

- Prendre des photographies des lieux;
- Obliger toute personne se trouvant sur les lieux à lui prêter une aide raisonnable;
- Exiger tous les renseignements et toutes les explications relativement à l'application du présent règlement ainsi que la production de tous les documents s'y rapportant;
- Être accompagné de toute personne qualifiée pour les fins de sa visite.

Émettre un avis au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou à toutes les personnes contrevenant à une disposition du présent règlement prescrivant de corriger ou de cesser une situation qui constitue une infraction.

Faire éteindre, en tout temps, un feu situé sur le territoire de la Municipalité lorsque la situation le requiert.

Article 7 – Responsabilité

Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant, le syndicat de copropriété ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable de la conformité aux dispositions du présent règlement.

Article 8 – Refus

Commets une infraction quiconque refuse à l'autorité compétente agissant conformément au présent règlement, l'accès à une propriété, un bâtiment ou édifice.

Commets également une infraction quiconque refuse d'obtempérer à un ordre donné par l'autorité compétente en vertu du présent règlement.

Nul ne peut entraver ni tenter d'entraver toute inspection effectuée par l'autorité compétente.

CHAPITRE 3 : FEU À CIEL OUVERT

Article 9 – Interdiction de brûlage de matériaux prohibés

Il est strictement interdit de brûler des rebuts de construction ou tous les autres matériaux interdits par les lois provinciales ou fédérales dans un feu à ciel ouvert.

Article 10 – Feux à ciel ouvert

10.1 Les feux à ciel ouvert dans un foyer conforme muni d'un pare-étincelle sont autorisés sans permis, à condition de respecter les critères suivants :

- Le foyer est stable, non endommagé et installé à une distance d'au moins trois (3) mètres de tous les matériaux combustibles;
- Le feu est constamment surveillé par un adulte responsable;
- Des moyens d'extinction sont disponibles à proximité;
- Le feu ne produit pas de nuisance excessive pour le voisinage (fumée, odeur, bruit, etc.);
- Les dimensions du feu ne doivent pas excéder un diamètre de 1 mètre (3 pieds) et une hauteur de flammes d'un (1) mètre (trois (3) pieds);
- Les orifices de la grille du pare-étincelle doivent avoir moins d'un (1) cm carré.

10.2 Les foyers décoratifs au gaz ne sont pas régis par le présent règlement.

10.3 Tous les autres feux à ciel ouvert allumés entre le 15 mars et le 15 novembre (feux de camp sur sol nu, bûchers, feux de nettoyage, etc.) nécessitent un permis que l'on peut obtenir gratuitement sur la page web de la Municipalité ou en se présentant à l'hôtel de ville de la Municipalité pendant les heures d'ouverture. Ces feux doivent respecter les critères suivants :

- Le feu doit se situer à au moins trois (3) mètres de tous les matériaux combustibles;
- Le feu est constamment surveillé par un adulte responsable;
- Des moyens d'extinction sont disponibles à proximité;
- Le feu ne produit pas de nuisance excessive pour le voisinage (fumée, odeur, bruit, etc.);
- Les dimensions du feu ne doivent pas excéder un diamètre d'un (1) mètre (3 pieds) et d'une hauteur de flammes d'un (1) mètre (3 pieds).

10.4 Le fait d'obtenir un permis de brûlage ne libère pas celui qui a obtenu ce permis de ses responsabilités ordinaires dans le cas où les dommages ou des déboursés résultent du feu ainsi allumé.

10.5 Tous les permis délivrés pour un feu à ciel ouvert deviennent automatiquement invalides dès qu'une interdiction de feu à ciel ouvert est décrétée par la Municipalité ou par la SOPFEU (Société de protection des forêts contre le feu).

Article 11 – Demande de permis

11.1 Un permis pour un feu à ciel ouvert peut être délivré chaque année par la Régie de sécurité incendie et civile Hautes-Laurentides pour une période fixe déterminée ou pour l'année civile au cours de laquelle le permis est demandé.

a) Toute demande de permis doit être effectuée du lundi au vendredi (les jours ouvrables).

b) Les informations suivantes doivent être fournies afin d'obtenir le permis de brûlage :

- Adresse où se tiendra le feu;
- Nom du propriétaire;
- Nom du responsable et coordonnées si différentes du propriétaire;
- Matières qui seront brûlées, par exemple : branches, feuilles, bois;
- Disposition;
- Dimension;
- Type d'installation;
- Équipement d'extinction sur place.

- c) Le permis émis peut, en tout temps, être révoqué si, de l'avis de la personne reconnue pour l'application du présent règlement, une situation dangereuse existe sur les lieux du feu ou près de celui-ci ou encore si le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent règlement.
- d) Si le demandeur n'est pas le propriétaire de l'endroit où se tiendra le feu, il doit obtenir l'autorisation écrite de ce dernier pour l'émission du permis.

Article 12 – Personne responsable du feu

La personne responsable du feu pour lequel un permis a été délivré doit respecter les exigences suivantes :

- a) Demeurer à proximité du site de brulage jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle du feu;
- b) Avoir un permis émis par l'autorité compétente;
- c) S'informer auprès de la SOPFEU de l'indice d'inflammabilité la journée de la mise à feu.
- d) Avoir en sa possession, sur les lieux où doit être allumé un feu, l'équipement requis pour combattre un incendie engendré par ce feu, tel que boyaux d'arrosage, extincteurs ou autres équipements appropriés;
- e) N'utiliser aucun produit inflammable ou combustible comme accélérateur;
- f) N'effectuer aucun feu lors de journées avec des vents de plus de 20 km/h;
- g) La personne responsable doit être âgée de 18 ans ou plus.

CHAPITRE 4 – FEUX D'ARTIFICE

Article 13 – Grands feux d'artifice

- 13.1 Le présent article s'applique aux pièces pyrotechniques de la classe 7.2.2. prévue à la *Loi sur les explosifs*.
- 13.2 Il est interdit d'utiliser ces pièces pyrotechniques sans l'obtention au préalable d'un permis émis par l'autorité compétente.
- 13.3 Cette situation doit avoir fait l'objet d'une demande de permis auprès de la Régie de sécurité incendie et civile Hautes-Laurentides, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la date d'utilisation prévue, par une personne détenant un certificat d'artificier surveillant valide.
- 13.4 La demande d'autorisation doit indiquer :
 - a) le nom, l'adresse et l'occupation du requérant;
 - b) le numéro de permis et de certificat d'artificier surveillant du requérant et la date d'expiration de ce permis;
 - c) une description de l'expertise de l'artificier surveillant;
 - d) la date, l'heure et le lieu de l'utilisation prévue ainsi qu'une description du site du feu d'artifice;

e) lorsqu'il est nécessaire d'entreposer temporairement les pièces pyrotechniques, une description du site et de la méthode prévue pour cet entreposage.

13.5 Cette demande doit être accompagnée :

- a) d'un plan à l'échelle, en deux (2) copies, des installations sur le site;
- b) d'une copie du feuillet de commande des pièces pyrotechniques;
- c) d'une preuve à l'effet que l'artificier surveillant détient, pour lui-même et ses mandataires autorisés, une police d'assurance responsabilité d'au moins 1 000 000 \$ pour dommages causés à autrui par suite de cette utilisation.

13.6 Le requérant du permis doit, sur demande de l'autorité compétente, procéder à un tir d'essai avant le feu d'artifice.

13.7 La manutention et le tir des pièces pyrotechniques doivent être conformes aux instructions du manuel de l'artificier, publié par le ministère des Ressources naturelles du Canada.

13.8 L'artificier surveillant doit être présent sur le site du déploiement pyrotechnique durant les opérations de montage, de mise à feu, de démontage et de nettoyage du site et assumer la direction de ces opérations.

13.9 La zone de retombées des matières pyrotechniques doit demeurer fermée au public jusqu'à la fin des opérations de nettoyage.

13.10 Il est interdit de détruire sur place les pièces pyrotechniques ratées et l'artificier surveillant doit informer le Service de sécurité incendie de l'endroit où elles seront acheminées pour destruction.

Article 14 – Pièces pyrotechniques à effets théâtraux

14.1 Le présent article s'applique aux pièces pyrotechniques de la classe 7.2.5. prévue à la *Loi sur les explosifs*, servant à produire des effets théâtraux, soit dans le cas de la production de films, de pièces de théâtre ou d'émissions de télévision, soit dans des mises en scène devant des spectateurs.

14.2 L'utilisation de ces pièces pyrotechniques doit être conforme aux articles 13.1 à 13.6 et 13.8 à 13.10 du présent règlement.

CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS PÉNALES

Article 15 – Poursuite pénales

15.1 Le conseil municipal autorise l'autorité compétente à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Article 16 – Infractions et amendes

16.1 Quiconque contrevient, permet, ou tolère que l'on contrevienne à l'une disposition du présent règlement ou à une mesure ordonnée ou imposée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible des amendes suivantes :

S'il s'agit d'une personne physique :

- Pour une première infraction, d'une amende de 200\$ à 1 000\$
- Pour une récidive, d'une amende de 400\$ à 2 000\$

S'il s'agit d'une personne morale :

- Pour une première infraction, d'une amende de 400\$ à 2 000\$
- Pour une récidive, d'une amende de 600\$ à 4 000\$

16.2 En cas d'intervention de la part du service de sécurité incendie, à la suite d'un feu à ciel ouvert ou de feux d'artifice, les frais d'intervention pourront être facturés au citoyen responsable en plus des amendes prévues.

Article 17 – Dispositions pénales

17.1 Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec*.

17.2 Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées par chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Article 18 – Cumul de recours

18.1 La Municipalité de Ferme-Neuve peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement avec ceux prévus au présent règlement tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

Article 19 – Abrogation

19.1 Le présent règlement abroge et annule toutes dispositions contraires antérieures aux présentes et de façon non limitative, le règlement numéro 93 relatif aux feux de joie, d'abattis, de branches d'arbres et de feuilles mortes.

Article 20 – Entrée en vigueur

20.1 Le présent règlement entre en vigueur à la date de son adoption par le conseil municipal conformément à la loi.

Diane Sirard,
Mairesse

Bernadette Ouellette,
Directrice générale et
greffière-trésorière

Avis de présentation : 2026-03-09

Avis de motion : 2026-03-09

Adopté lors de la séance : 2026-04-13

Résolution d'adoption : 2026-04-148

Avis public: 2026-04-14